

GESTION ET PRÉSERVATION DES RESSOURCES HYDRIQUES

Les pays de la Méditerranée occidentale impulsent une stratégie

Les pays de la Méditerranée occidentale (Libye, Tunisie, Algérie, Maroc, Mauritanie, Portugal, Espagne, France, Italie et Malte) impulsent une stratégie commune dans le domaine de la gestion et préservation des ressources hydriques.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Adoptée hier à l'hôtel El Aurassi, lors de la première conférence ministérielle du Dialogue 5+5, par les ministres et autres responsables sectoriels des 10 pays de la Méditerranée occidentale, en présence de représentants d'organisations régionales et internationales, cette stratégie fixe des «règles» de bonne gestion, de gestion «durable» et «efficace» dans ce domaine, relèvera la ministre espagnole de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Environnement, M^{me} Isabel Garcia Tejerina.

Co-président avec le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, les travaux de cette première conférence ministérielle, M^{me} Tejerina considérera que cette stratégie permettra de satisfaire les besoins de plus en plus croissants en eau et en «eau de qualité» des pays de la Méditerranée occidentale, une région sur laquelle planent les risques de raréfaction de la ressource, les aléas et changements climatiques, la désertification, la pol-

lution, les inondations, et qui est confrontée aux impératifs du développement socioéconomique et agricole... Une assertion que le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, confortera en affirmant que cette stratégie devra permettre de «développer une approche commune» ainsi qu'«une gestion durable et intégrée de cette ressource».

Conçue à La Valette (Malte) en octobre 2012, maturée lors de diverses rencontres internationales et régionales, fruit d'un «processus inclusif, consensuel à travers l'échange d'expériences, le partage d'information, la concertation», selon Hocine Necib, cette stratégie qui a été ainsi adoptée devra être néanmoins déclinée, explicitée dans le cadre d'un plan d'action. Confié pour son élaboration au travail des experts des 10 pays de la Méditerranée, ce plan d'action devra permettre de «mettre en œuvre des actions clés» et d'identifier des projets concrets, «opérationnels» et «d'envergure nationale» dans ce domaine, observera M^{me} Tejerina. Et



La rencontre vise la satisfaction des besoins croissants des pays méditerranéens en eau.

ce dans «des domaines qui vont de l'approvisionnement à l'épuration, en passant par la gestion de phénomènes météorologiques extrêmes et la gestion environnementale des ressources, jusqu'à parvenir à des actions d'amélioration de la gouvernance et de la formation», précise la responsable espagnole. Celle-ci évoquera la nécessité de prendre en compte les politiques et programmes sectoriels nationaux, les «spécificités» et «priorités» de

chaque pays ainsi que la préservation nécessaire de l'environnement et de la nature. Mais aussi d'œuvrer sur la base de la coopération renforcée, la gouvernance efficiente, «la planification hydrologique», la valorisation des bassins versants et la réalisation d'infrastructures «critiques» de stockage, de transfert et de réseautage, outre la nécessité d'améliorer la «visibilité» de la région. Cela même si la coprésidente de la première conférence minis-

térielle fera état de «difficultés pour inscrire dans l'agenda politique international le défi que pose la pénurie d'eau et l'importance des infrastructures qui constituent le support de sa gestion, des infrastructures liées à notre réalité physique et qui conditionnent notre capacité de développement».

Ce faisant, les projets communs devront être notablement explicités lors du 7^e Forum mondial de l'eau qui se tiendra durant ce mois à Daegu en Corée du Sud. Comme ces projets bénéficieront d'un transfert d'expertise et pourront aussi être financés grâce au concours de plusieurs bailleurs de fonds et institutions internationales et notamment la Commission européenne dont le siège Bruxelles abritera prochainement une réunion technique du Dialogue 5-5. Notons que le Dialogue 5+5 qui a été lancé depuis 2012 à l'initiative de l'Algérie et de l'Espagne, a connu «ces dernières années un élan sans précédent», des «avancées en matière d'échanges et de coopération», observera justement Hocine Necib qui relèvera son «démarrage officiel et effectif» à la faveur de l'adoption de cette stratégie méditerranéenne de gestion et préservation de l'eau.

C. B.

L'APPEL DE L'UA À L'ACCÉLÉRATION

DU PROCESSUS DE RÉFÉRENDUM

AU SAHARA OCCIDENTAL

Le MAE sahraoui applaudit l'initiative et appelle l'ONU à assumer ses responsabilités

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a appelé samedi dernier le Conseil de sécurité de l'ONU à hâter le processus de référendum au Sahara occidental. Qualifiant cette démarche d'historique, le ministre des Affaires étrangères sahraoui, à Alger, appelle le Conseil de sécurité de l'ONU à assumer ses responsabilités.

Salima Akkouché - Alger (e Soir) - Le Conseil de sécurité de l'Union africaine qui s'est réuni samedi dernier, a remis à l'ordre du jour la question de décolonisation du Sahara occidental, dernière colonie africaine. L'union africaine a appelé les Nations Unies «à tout mettre en œuvre» pour l'organisation rapide d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental. «Un rappel à l'ordre» applaudi par le ministre des Affaires étrangères sahraoui, à Alger.

Le peuple sahraoui, a indiqué hier Mohamed Salem Ould Sadek lors d'une conférence de presse, «s'attend à ce que le Conseil de sécurité des Nations unies qui se réunira ce mois d'avril assume ses responsabilités comme ce fut le cas pour le Conseil de sécurité de l'Union africaine».

Selon le diplomate, l'Union africaine, partenaire des Nations-Unies et les deux sont les garants de l'application de ce que les deux parties, le Maroc et le Sahara occidental, ont accepté après 16 années de guerre, d'aller vers un référendum. Selon lui, le temps est venu pour que ceux au sein du Conseil de sécurité de l'ONU qui essayent d'accommoder l'occupant marocain au détriment du peuple sahraoui et au détriment des libertés internationales cessent le veto qui ne dit pas son nom mais qui est là». Mohamed Ould Salem accuse des membres du Conseil de sécurité de l'ONU de bloquer l'application du plan de règlement et de décolonisation pacifique du Sahara occidental.

Ces parties, dit le MAE sahraoui, «doivent cesser leur politique de blocage». Le fait que le Maroc, poursuit-il, tente de renier ses engagements «c'est normal en tant qu'occupant, mais le problème le plus grave c'est l'attitude de certains membres du Conseil de sécurité de l'ONU».

Selon lui, le Conseil de sécurité qui est responsable de la paix et de la sécurité internationale et qui a créé une mission pour l'organisation d'un référendum permettant au peuple sahraoui de choisir son indépendance, doit imposer aux deux parties d'aller de l'avant pour respecter ce qu'elles ont signé solennellement en 1991».

Ouled Sadek estime que la France est la principale partie bloquant ce processus. A ce sujet, le diplomate réitère son appel pour les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU à revenir à la politique du respect des peuples et des frontières. C'est, d'ailleurs, la France qui a tracé les frontières du Sahara occidental, rappelle-t-il.

S. A.

CRÉATION D'UNE ACADEMIE ALGÉRIENNE

DES SCIENCES ET DES TECHNOLOGIES

Ouverture du dossier de candidature

L'Académie des sciences constitue la plus haute autorité scientifique d'un pays. Elle concourt au développement des sciences et de leurs applications. En Algérie, l'idée de créer une Académie des sciences et de la technologie a été retenue et suit son chemin.

«Cette dernière est le résultat de consultations ayant fait consensus et paraît viable dans le cas de l'Algérie pour assurer une couverture rigoureuse des différentes disciplines en science et en technologie», indiquent les initiateurs de ce projet. Dans un communiqué parve-

nu, hier, à notre rédaction, ces derniers expliquent qu'auparavant, le projet de création de l'Académie initié d'abord au Conseil national économique et social a été conduit, ensuite, par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. «Un comité de suivi a été institué pour accompagner le processus de mise en place de cette institution scientifique. Il regroupe outre les universitaires, les représentants de 11 départements ministériels», notent-ils. Les mêmes sources signalent également qu'à l'issue d'une concertation avec la communauté scientifique nationale et les représentants des secteurs concernés, un projet de décret a été soumis au gouvernement, pour mettre en place le cadre institutionnel portant

création de l'Académie algérienne des sciences et des technologies. «Tout est mis en œuvre pour la création d'une académie autonome, indépendante, et constituée de membres admis sur la base de critères scientifiques universels, dans une démarche transparente», précisent les initiateurs du projet.

Actuellement, un comité de suivi de dossier de candidature du noyau fondateur a été mis en place et le dépôt de dossier de candidature est ouvert. «La date limite sera fixée ultérieurement et le jury international sera composé d'académiciens, issus de l'Académie des sciences de France, l'Académie royale de Grande-Bretagne et l'Académie royale de Suède», précise le communiqué.

Salah B.

IL SE TIENDRA LE MOIS DE NOVEMBRE PROCHAIN À ALGER

Un sommet Algérie-Afrique pour promouvoir l'intégration économique africaine

Le sommet Algérie-Afrique se tiendra le mois de novembre prochain à Alger. C'est ce qu'a indiqué, hier, le ministre de l'Industrie et des Mines en marge de la rencontre économique algéro-sud-africaine tenue à l'hôtel Sheraton d'Alger.

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - Ainsi donc, ce sommet qui verra la participation de plusieurs délégations africaines sera une occasion pour booster les échanges commerciaux et économiques entre l'Algérie et ses différents partenaires africains. La coopération Sud-Sud a, d'ailleurs, le vent en poupe, ces derniers jours. Plusieurs délégations d'hommes d'affaires africains accompagnés par des hauts responsables politiques ont séjourné à Alger. Objectif : développer la coopération bilatérale et, par ricochet, promouvoir l'intégration économique africaine. Et c'est dans cette optique qu'une forte délégation d'investisseurs sud-africains a accompagné le président Zuma, qui se trouve depuis avant-hier à Alger. «Le sens de la relation algéro-sud-africaine, c'est d'être porteuse de projets. Nous avons vocation à être un moteur pour l'Afrique tout entière. Le nouveau partenariat pour le développement de

l'Afrique-Nepad témoigne de cette volonté, de notre capacité à unir nos efforts et réinventer l'avenir en Afrique», selon Abdeslam Bouhouareb. «Des progrès appréciables ont été réalisés dans la coopération entre l'Algérie et l'Afrique du Sud. Mais laissez-moi vous dire en toute franchise que le niveau actuel des échanges et des investissements est loin de refléter le véritable potentiel qui est le nôtre», a-t-il noté. Et d'ajouter que les défis du développement «nous imposent dès aujourd'hui de donner une impulsion nouvelle à la coopération multiseCTORielle ainsi qu'aux échanges entre les deux pays». Pour le ministre, les mines, l'agroalimentaire, l'électricité-électronique, l'automobile, le textile, l'industrie pharmaceutique et des TIC, le bâtiment, les travaux publics sont, entre autres, les secteurs qui peuvent faire l'objet d'une coopération entre les entreprises des deux pays. De son côté, le vice-ministre du Commerce et de l'industrie sud-africain a fait savoir que son gouvernement va créer un cadre favorable aux industriels des deux pays afin de les encourager à tisser des partenariats. «Ici, parmi nous, il y a beaucoup d'investisseurs. J'espère que la rencontre B to B avec leurs homologues algériens va déboucher sur des partenariats concrets», a souligné M. Mzwandile Masina.

S. B.